Évolution du monde rural québécois

Clermont Dugas

Volume 28, numéro 73-74, 1984

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/021654ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/021654ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Dugas, C. (1984). Évolution du monde rural québécois. *Cahiers de géographie du Québec*, 28(73-74), 183–204. <https://doi.org/10.7202/021654ar>

Résumé de l'article

Cet article a pour objets la description de certains aspects de la réalité socio-économique du monde rural des années quatre-vingt et l'appréciation des changements ayant affecté la structure du peuplement depuis le début du siècle. Comme espace rural, on a retenu toutes les localités de 3000 habitants et moins regroupées selon quatre strates de taille. La stratification dimensionnelle a permis de mieux saisir l'hétérogénéité du monde rural et d'évaluer certains effets de taille. Les variables retenues sont l'évolution de la population et des localités de 1911 à 1981, l'évolution des superficies en culture entre 1951 et 1981, les structures d'âge de 1971 et 1981 et les activités économiques de 1981. Parmi les principales conclusions qui se dégagent de cette étude, on peut mentionner le fait que le nombre des petites localités a sans cesse évolué et que la population qui les habite est plus nombreuse aujourd'hui qu'au début du siècle. Il y eut une profonde transition occupationnelle si bien que l'agriculture est complètement absente dans plus de 500 localités de toute taille et qu'elle n'occupe qu'une faible proportion de la main-d'oeuvre active dans les autres. La taille démographique des localités exerce certains effets sur la structure d'âge et la structure occupationnelle.

ÉVOLUTION DU MONDE RURAL QUÉBÉCOIS

par

Clermont DUGAS

*Division de la recherche et de l'analyse
Statistique Canada, Ottawa, Ontario*

RÉSUMÉ

Cet article a pour objets la description de certains aspects de la réalité socio-économique du monde rural des années quatre-vingt et l'appréciation des changements ayant affecté la structure du peuplement depuis le début du siècle. Comme espace rural, on a retenu toutes les localités de 3000 habitants et moins regroupées selon quatre strates de taille. La stratification dimensionnelle a permis de mieux saisir l'hétérogénéité du monde rural et d'évaluer certains effets de taille. Les variables retenues sont l'évolution de la population et des localités de 1911 à 1981, l'évolution des superficies en culture entre 1951 et 1981, les structures d'âge de 1971 et 1981 et les activités économiques de 1981. Parmi les principales conclusions qui se dégagent de cette étude, on peut mentionner le fait que le nombre des petites localités a sans cesse évolué et que la population qui les habite est plus nombreuse aujourd'hui qu'au début du siècle. Il y eut une profonde transition occupationnelle si bien que l'agriculture est complètement absente dans plus de 500 localités de toute taille et qu'elle n'occupe qu'une faible proportion de la main-d'œuvre active dans les autres. La taille démographique des localités exerce certains effets sur la structure d'âge et la structure occupationnelle.

MOTS-CLÉS: Monde rural, petites localités, structure du peuplement, activité agricole, structures d'âge, démographie, structure occupationnelle.

ABSTRACT

Development of the Rural Milieu in the Province of Québec

This article attempts to describe selected aspects of the socio-economic situation of rural areas in the 1980's and to analyze the changes that have occurred in the settlement pattern since the turn of the century. The study area covers all localities with a population of 3000 or less, broken down by size into four categories. Stratification by size provides a clearer picture of the heterogeneity of the rural area and reveals some of the effects of size. Variables used are population and locality between 1911 and 1981, land area under crops between 1951 and 1981, age structure in 1971 and 1981 and economic activity in 1981. Two of the more important conclusions of the study are (1) the number of small localities has fluctuated continually and (2) their populations are larger today than in the early 1900's. A marked shift in occupational structure can be observed. Farming is not practiced at all in over 500 localities of all sizes and is the occupation of a very small percentage of the labour force in the remaining localities. Population size is shown to have specific effects on age and occupational structures.

KEY WORDS: Rural milieu, small places, settlement pattern, farming, age structure, demography, occupational structure.

*

*

*

Traditionnellement, au Québec, le mot rural a été utilisé pour désigner un espace structuré et exploité surtout en fonction de l'activité agricole. Il fait référence à une faible densité d'occupation humaine par unité de surface, à une dispersion plus ou moins forte des unités d'habitat, et à une infrastructure de services peu développée tout juste apte à satisfaire les besoins de première nécessité. La nature des activités économiques, les formes d'organisation de l'espace, et la faible disponibilité en services ont généré des habitudes et comportements particuliers, si bien que s'est constituée une véritable culture rurale.

Cependant à l'intérieur d'une société où le mot progrès est associé à urbain, on en est aussi venu à définir l'organisation de l'espace par des concepts urbanistiques et à considérer comme rural tout ce qui n'est pas urbain. La dichotomie urbain-rural ainsi créée comporte tout un ensemble de significations et de valeurs en plus ou moins grande opposition. À un extrême se retrouve le dynamisme et la créativité du milieu urbain et à l'autre l'immobilisme et la pauvreté associée au monde rural. Cette typologie sommaire caricature en fait une réalité complexe, évolutive et mal définie. Le monde rural n'est pas la partie inerte d'un système en évolution. Il participe à la croissance globale et demeure associé sous bien des rapports au courant d'urbanisation qui transforme la société.

Monde en changement, le secteur rural s'accommode de plus en plus mal des images conservatrices qu'on lui associe comme des fonctions traditionnelles qu'on lui attribue. Un fort abandon de l'agriculture en de nombreux endroits, le développement des activités de transformation, l'extension des services de type urbain et l'accroissement de la fonction résidentielle forcent à réviser les concepts et les définitions. Sous le choc de l'urbanisation la structure du peuplement a été profondément modifiée. Des rangs ont été fermés à l'occupation humaine, d'autres ont été envahis par le tissu urbain; des villages ont été anémiés par la migration de nombre de leurs résidents tandis que d'autres, mieux localisés, ont connu une expansion qui les a transformés en petites villes. Tous ces changements se sont produits selon des rythmes et des formes inégales dans les divers secteurs du territoire si bien que ce que l'on qualifie de monde rural est en réalité un vaste ensemble organisé de façon très hétérogène et répondant plus ou moins bien aux images que l'on s'en fait.

Si certains processus de transformation du monde rural sont bien connus comme la « périurbanisation » et le remembrement foncier, d'autres souvent évoqués comme la déstructuration, les mutations économiques et les transformations sociales le sont moins. La plupart des recherches faites sur ces sujets concernent des bases locales et régionales et ne s'appliquent pas à l'ensemble du Québec.

On connaît mal la dynamique du changement qui affecte la structure du peuplement¹. On ne sait pas trop quelle est la signification de la taille démographique sur l'évolution de la population, ses caractéristiques internes et les activités économiques. Les théories établissant des relations étroites entre taille et croissance semblent comporter de nombreuses exceptions. Il importe donc de dégager davantage les grandes lignes directrices caractérisant la transformation du monde rural et les principaux éléments de spécificité de ce milieu.

OBJECTIFS ET MÉTHODOLOGIE

Les objectifs de cet article sont de trois ordres. Premièrement il s'agit de préciser des formes et des rythmes de changement survenus entre 1911 et 1981, deuxièmement

de dégager d'éventuels effets de taille sur la nature de l'évolution produite et troisièmement de décrire certains aspects de la réalité rurale des années quatre-vingt en vue d'en mieux cerner la signification.

L'étude du changement sera faite en regard de la démographie, des aires de peuplement et de la fonction agricole tandis que les caractéristiques du monde rural d'aujourd'hui seront considérées de plus à travers les structures d'âge et les activités économiques. Pour tenter d'évaluer des effets de taille, les localités sont regroupées en quatre catégories dimensionnelles et toutes les données sont analysées en fonction de ces catégories.

L'expression localité correspond ici aux subdivisions de recensement de Statistique Canada. La subdivision est définie comme « un terme générique qui désigne les municipalités, les réserves indiennes, les établissements indiens et les territoires non organisés » (Statistique Canada, 1981, catalogue 93-905, p. 111). La grande majorité des unités de peuplement ainsi considérées sont en fait des municipalités. Toutefois, dans le cadre de ce travail, le mot municipalité ne sera mentionné que lorsqu'il s'agira de façon très spécifique d'entités territoriales possédant légalement cette désignation. Les territoires non organisés et les réserves indiennes ont été retenues pour les fins de cette analyse parce qu'ils supportent, pour la plupart, des populations dispersées et sont généralement assimilés au monde rural.

Les statistiques utilisées sont celles produites par Statistique Canada. Les chiffres sur la démographie et les localités couvrent la période 1911-1981. Il apparaît important ici d'étudier l'évolution de la structure du peuplement sur une longue période afin de déceler les tendances profondes. Les données concernant la fonction agricole sont celles de 1951 et 1981 ; l'année 1951 apparaît comme un point tournant à partir duquel le périmètre cultivé a cessé de s'agrandir. Enfin les informations sur les structures d'âge et les activités économiques correspondent à la période 1971-1981 puisque le but visé est de décrire des éléments de la réalité actuelle du monde rural.

Bien que Statistique Canada ait établi des seuils numériques² pour démarquer le monde rural du monde urbain, il n'existe pas de critères entièrement satisfaisants permettant de départager sans équivoque ces deux structures de peuplement. Aussi pour les fins de cette étude, c'est par une approximation que l'on va délimiter les champs d'investigation quitte à en préciser la signification par l'analyse. Toutes les subdivisions de recensement de 3 000 habitants et moins ont été retenues. Ce nombre de 3 000 est arbitraire mais correspond approximativement, dans le contexte québécois, à la zone de transition où le gros village devient une petite ville. Les subdivisions ont été réparties selon les quatre groupes suivants : 0 à 500 habitants, 501 à 1 000, 1 001 à 2 000 et 2 001 à 3 000³.

LA DÉMOGRAPHIE

La population résidant dans les localités de 3 000 habitants et moins s'est accrue constamment de 1911 à 1961, année où elle a atteint un sommet de 1 561 851 personnes. À compter de 1961 une régression assez spectaculaire s'est amorcée pour se poursuivre jusqu'en 1976. Durant ces quinze années les localités ont encaissé une perte nette de 319 216 personnes. Mais ce sont surtout les municipalités de 1 001 à 2 000 habitants qui ont fait les frais de cette saignée démographique, subissant à elles seules 84% de toutes les pertes. Cette constatation est en contradiction avec une théorie admise à l'époque voulant que la décroissance soit d'autant plus forte que la

Figure 1

Évolution démographique par strate de taille de la population des localités de 3,000 habitants et moins entre 1911 et 1981

Source: Statistique Canada, chiffres non publiés et calculés à partir de: - Recensement du Canada 1961, Population, chronologie 1901-1961, catalogue 92-539 - Cansim, rubans magnétiques #PLACE.NAME71 et #SPD81A10

taille démographique de la localité est petite. De fait durant ce même laps de temps, les localités de 0 à 500 habitants ont augmenté leurs effectifs de 18 948 personnes. De 1976 à 1981, la population a diminué dans les localités de 1 000 habitants et moins et a augmenté dans celles de 1 001 à 3 000 habitants. Pour l'ensemble des localités concernées les effectifs se sont accrus de 17 848 personnes durant cette période quinquennale. Bien que fort modeste ce surplus démographique prend une signification encourageante pour les ruraux puisqu'il se traduit par un changement de direction dans la courbe d'évolution marquant ainsi la fin d'une décroissance fort préoccupante.

L'examen des chiffres du tableau 1 démontre qu'il est pratiquement impossible d'établir des relations de cause à effet entre taille démographique et taux de croissance. Le nombre de personnes dans chaque catégorie de localités n'a jamais cessé de fluctuer au cours des ans. Les phases de croissance et de décroissance sont de longueur inégale et sans synchronisme entre catégories de localités. Chacune d'elle a atteint son maximum d'effectifs à des moments différents; c'est en 1976 pour le groupe de 0 à 500, en 1931 pour celui de 501 à 1 000, en 1961 pour la classe de 1 001 à 2 000 et en 1981 pour celle de 2 001 à 3 000. Il faut donc chercher en dehors des effets de taille les facteurs conditionnant l'évolution démographique des petites localités.

Tableau 1
Évolution par strate de taille de la population vivant dans les localités
de 3 000 habitants et moins

<i>Année</i>	<i>0 à 500 h</i>	<i>501 à 1 000 h</i>	<i>1 001 à 2 000 h</i>	<i>2 001 à 3 000 h</i>	<i>Total</i>
1911	53 823	280 682	604 088	248 875	1 187 468
1931	107 271	427 697	606 993	207 149	1 349 110
1951	99 168	415 848	744 959	265 481	1 525 456
1961	94 816	393 049	795 612	278 374	1 561 851
1971	106 193	388 130	610 499	267 794	1 372 616
1976	113 764	339 144	528 124	261 603	1 242 635
1981	105 600	317 643	538 078	299 171	1 260 493

Compte tenu de l'importance de la déstructuration qui a affecté un nombre élevé de localités rurales et du phénomène d'urbanisation rapide qui s'est effectué en parallèle, on se serait attendu à ce que la population dans le secteur rural soit moins nombreuse dans les années quatre-vingt qu'au début du siècle. Mais c'est le contraire qui prévaut. La forte décroissance des années soixante n'a pas réussi à effacer tous les gains des cinquante années précédentes. Les effectifs sont plus grands en 1981 qu'en 1911 dans les municipalités de 0 à 500 habitants, de 501 à 1 000 et de 2 001 à 3 000. Pour ces trois catégories la population est passée de 583 380 personnes en 1911 à 722 415 en 1981. Quant à elle, la catégorie des 0 à 500 où les services sont les plus déficients a vu sa population presque doubler entre 1911 et 1981, cette dernière étant passée de 53 823 à 105 600.

Tableau 2

**Évolution du pourcentage de la population du Québec vivant dans les localités
de 3 000 habitants et moins**

<i>Année</i>	<i>0 à 500 h</i>	<i>501 à 1 000 h</i>	<i>1 001 à 2 000 h</i>	<i>2 001 à 3 000 h</i>	<i>0 à 3 000 h</i>
1911	2,6	14,0	30,1	12,4	59,2
1931	3,7	14,8	21,1	7,2	46,9
1951	2,4	10,2	18,3	6,5	37,6
1961	1,8	7,4	15,1	5,2	29,7
1971	1,7	6,4	10,1	4,4	22,8
1976	1,8	5,4	8,4	4,1	19,9
1981	1,6	4,9	8,3	4,6	19,6

La proportion de la population des petites localités dans l'ensemble québécois n'a jamais cessé de diminuer de 1911 à 1981 passant de 59,2% à 19,6%. Le rythme de décroissance a été très fort au début du siècle puis s'est atténué constamment par la suite. Une certaine stabilisation semble maintenant vouloir se faire autour de 19%. Chaque catégorie de localités a connu un affaiblissement de son poids relatif mais à des rythmes différents. Tandis que les municipalités de 1 001 à 2 000 habitants voyaient leur importance s'amenuiser de façon considérable, leur population passant de 30% à 8% de celle du Québec, les localités comptant de 0 à 500 habitants ne perdaient qu'un pour cent. Les écarts entre chaque strate n'ont jamais été aussi faibles qu'en 1981. Néanmoins certains d'entre eux sont assez difficiles à justifier. Par exemple, comment expliquer la fraction plus forte de population vivant dans les localités de 501 à 1 000 habitants que dans celles de 2 001 à 3 000 ?

Le revirement plutôt spectaculaire de l'évolution démographique des petites localités durant la période 1976-1981 suscite des interrogations sur la nature exacte de ces changements. Il y a lieu de se demander si ces derniers se sont exercés de façon similaire dans toutes les catégories de localités ou si la taille démographique y est pour quelque chose. Il s'avère donc utile ici de considérer l'évolution démographique sur la base de chaque localité.

Des 1 322 localités en cause 837, soit 63% du total, ont connu une évolution démographique positive entre 1976 et 1981 alors que les 485 autres ont subi une baisse de leurs effectifs. Pour beaucoup de ces localités, la diminution enregistrée n'est que le prolongement d'un processus en cours selon les cas depuis 15, 20 ou même 30 ans. Ce sont les petites localités qui ont le plus souffert de la décroissance. Celles de 1 000 habitants et moins accusaient une perte nette de population alors que les autres bénéficiaient d'une augmentation. Mais ce ne sont pas toutes les petites localités qui ont été affectées puisque 44,8% de celles de 500 habitants et moins et 62,5% de celles de 501 à 1 000 habitants ont profité d'une croissance plus ou moins forte.

Les tableaux 3 et 4 indiquent bien que s'il peut y avoir croissance ou décroissance dans toutes les classes, les cas de décroissance et surtout ceux de forte décroissance sont nettement plus nombreux dans les petites localités. Toutefois ce n'est que dans la catégorie des 500 habitants et moins que le nombre de localités à évolution négative surpasse celui à évolution positive. Mais la différence n'est pas tellement forte et plusieurs de ces petites localités ne sont que des territoires non organisés comportant souvent moins de dix personnes. Pour ce qui est des localités de plus de 500 habitants

Évolution en pourcentage des résidents du Québec vivant
dans les localités de 3,000 habitants et moins de 1911 à 1981

Source: Statistique Canada, chiffres non publiés et calculés à partir de: - Recensement du Canada 1961, Population, chronologie 1901-1961, catalogue 92-539 - Cansim, rubans magnétiques #PLACE.NAME71 et #SPD81A10

Figure 2

Figure 3

Répartition en pourcentage et par strate de taille des localités à évolution positive et négative entre 1976 et 1981

Source: Statistique Canada, Cansim, ruban magnétique #SDP81A10.

Tableau 3

Classement des localités selon leur taille démographique et leur taux d'évolution entre 1976 et 1981

<i>Taux d'évolution %</i>	<i>0 à 500 h</i>	<i>501 à 1 000 h</i>	<i>1 001 à 2 000 h</i>	<i>2 001 à 3 000 h</i>	<i>Nombre total de localités</i>
0 à 5	35	40	43	21	139
6 à 15	20	36	51	21	128
16 à 25	64	108	115	44	331
26 et plus	48	90	82	19	239
0 à -5	54	78	72	9	213
-6 à -15	81	79	23	9	192
-16 à -25	18	6	0	0	24
-26 et moins	53	1	2	0	56

Tableau 4

Répartition en % des localités par rapport à l'ensemble, selon le sens de l'évolution et la classe de taille, période 1976-1981

<i>Sens de l'évolution</i>	<i>0 à 500 h</i>	<i>501 à 1 000 h</i>	<i>1 001 à 2 000 h</i>	<i>2 001 à 3 000 h</i>
Évolution négative	15,5	12,4	7,3	1,3
Évolution positive	12,6	20,7	22,0	7,9

les cas de croissance dépassent largement ceux de décroissance. L'ensemble de ces considérations et le fait qu'il s'agit d'une évolution de courte période empêche d'accorder un rôle déterminant au seul effet de taille. En réalité la taille n'intervient qu'en conjonction avec d'autres facteurs. Une petite localité sans armature de services peut perdre plus rapidement sa population en cas de crise économique majeure qu'une autre où la structure de services génère une certaine activité et constitue un facteur de rétention. La localisation géographique, le degré d'accessibilité aux services et la disponibilité des emplois à une distance acceptable semblent être plus importante que la taille au regard de l'évolution démographique. Ce sont les diverses composantes de la structure du peuplement et les caractéristiques socio-économiques du milieu qui jouent le rôle essentiel.

LES AIRES DE PEUPLEMENT

Les localités de 3 000 habitants et moins ont évolué selon des rythmes, des processus et des formes fort divergentes. Pendant que certaines maintenaient un statu quo démographique, un certain nombre connaissait une expansion rapide et se transformait en villes importantes alors que d'autres cessaient d'exister en tant qu'entités administratives autonomes. Parallèlement à cela, de nouvelles municipalités étaient créées remplaçant celles qui quittaient la catégorie des 3 000 et moins

et extensionnant sans cesse les limites de l'œkoumène. De 1 054 qu'il était en 1911, le nombre de localités a augmenté progressivement pour atteindre un maximum de 1 515 en 1951. Il s'est alors mis à décroître de façon régulière et n'était plus que de 1 322 en 1981. Parmi ces dernières, une cinquantaine consistent en territoires non organisés ou en municipalités vides ou presque vides d'habitants.

En terme territorial l'ensemble du processus d'évolution peut être dissocié en quatre grandes composantes. Il y a lieu de considérer les municipalités qui ont connu une croissance démographique suffisante pour qu'elles se transforment structurellement en villes ou centres de services, celles qui ont cessé d'exister sous leur appellation de 1911, les nouvelles unités administratives qui sont apparues depuis 1916 et enfin celles qui ont maintenu leur appellation et leur structure administrative tout en demeurant dans la catégorie comptant 3 000 habitants et moins. Les trois phénomènes marquants qui ont caractérisé la période 1911-1981 sont en fait une restructuration importante des centres de services, l'empiètement du tissu urbain sur le territoire rural à la périphérie des villes occasionnant la formation des banlieues et une extension du domaine habité par l'ouverture de nouvelles paroisses sur le Bouclier canadien dans les Laurentides et les Appalaches.

Municipalités dépassant le seuil des 3 000 habitants

En tout 148 municipalités ont franchi le cap des 3 000 habitants. Si pour certaines la transition s'est faite sans changement majeur dans la structure du peuplement et dans l'organisation de l'habitat, pour la majorité des cas, elle a occasionné des modifications en profondeur dans l'aménagement du territoire et de la vie socio-économique. Bien que se situant dans toutes les parties du territoire québécois, ces municipalités en croissance ont tendance à se localiser dans certains secteurs privilégiés. Ainsi 22 divisions de recensement sur 67 contiennent 98 des 148 municipalités concernées. Ces divisions se retrouvent pour la plupart à la périphérie des villes de Montréal, Québec, Sherbrooke, et Trois-Rivières. Ces quatre villes ont insufflé, surtout au cours des trois dernières décennies, un dynamisme très fort sur la structure du peuplement de leur secteur environnant.

Ces municipalités à croissance plus ou moins forte peuvent être subdivisées en quatre groupes. Il y a d'abord le cas de ces nombreuses municipalités qui sont passées de rurales à urbaines sous la poussée du dynamisme induit par leur puissante voisine. Ce sont les municipalités de banlieue. Parmi ces dernières, on peut mentionner Repentigny qui est passée de 1 108 personnes en 1911 à 34 419 en 1981 et Saint-Laurent qui a fait un bond de 2 228 à 65 900.

Comme deuxième groupe, on retrouve des petites localités rurales qui sont devenues d'importants centres de services ou même des capitales régionales. Ce sont ces municipalités qui ont contribué le plus au renforcement de l'armature de services à l'extérieur des grandes villes. Elles exercent maintenant un effet structurant sur la majeure partie du territoire rural québécois. Beaucoup de ces villes pourraient figurer aux niveaux tertiaire et quaternaire de la hiérarchie urbaine québécoise. Ce sont par exemple Chicoutimi, Jonquière, La Malbaie, Matane, Sainte-Foy, Windsor, Mont-Laurier, Drummondville, La Tuque, Roberval, Montmagny, etc.

Le troisième groupe comprend des villes nées d'annexions ou de fusions municipales. Dans bien des cas le changement de statut n'implique pas de transformation

CLASSIFICATION DES DIVISIONS DE RECENSEMENT SELON LE NOMBRE DE LOCALITÉS AYANT DÉPASSÉ LE SEUIL DE 3 000 HABITANTS ENTRE 1911 ET 1981

Figure 4

Source: Statistique Canada, chiffres non publiés et calculés à partir de: -Recensement du Canada 1961, Population, chronologie 1901-1961, catalogue 92-539 - Cansim, rubans magnétiques «PLACE.NAME71 et «SPD81A10

correspondante en termes de structure du peuplement. C'est le cas notamment de Gaspé, née de la fusion de douze petites municipalités à caractère surtout rural, et de Percé résultant de la fusion de sept municipalités. Entrent aussi dans cette catégorie des municipalités comme Bécancour et Paspébiac.

Le quatrième groupe inclut les autres localités dont le franchissement du seuil de 3 000 habitants dépend de plusieurs catégories de facteurs différents. Il peut s'agir d'une simple croissance naturelle, du dynamisme du milieu, d'effets conjoncturels, d'éléments de localisation, de la disponibilité de ressources naturelles, etc. Pourraient entrer dans ces catégories Beauceville, Berthierville, New-Richmond, Saint-Jean-Port-Joli, etc. Dans certains cas, comme à New-Richmond, des annexions de territoire ont aussi favorisé l'accroissement de la population.

Municipalités ayant perdu leur existence légale

Des 1 054 municipalités de 3 000 habitants et moins en 1911, 187 avaient cessé d'exister ou changé d'appellation en 1981. En réalité la plupart de toutes ces municipalités sont demeurées ouvertes au peuplement. Un grand nombre d'entre elles ont été fusionnées ou annexées. Par voie d'annexion beaucoup se sont retrouvées dans la catégorie des 3 000 habitants et plus. Toutefois elles n'ont pas toutes perdu leur structure de peuplement de type rural. Par exemple la plupart des petites municipalités qui ont formé la nouvelle ville de Gaspé ont peu évolué sur les plans de l'utilisation du sol et de l'aménagement de l'espace. Ailleurs, comme à Rimouski, de petites municipalités annexées continuent à former une frange rurale en voie d'effritement autour du noyau urbain. Dans tous les cas d'annexion, le dynamisme de la municipalité « annexante » s'est révélé déterminant sur la nature et le rythme des modifications dans l'utilisation du sol. De nombreux cas de transformation sont observables allant de la simple friche urbaine au quadrillage serré de rues entièrement aménagées.

Des changements d'appellation résultent aussi d'une certaine évolution culturelle. À Matapédia et Caplan on a fait disparaître les hagionymes de la désignation officielle, et ce même si la religion catholique continue d'occuper une grande place dans la vie de ces collectivités. La laïcisation du nom est toutefois survenue dans une période d'expansion de l'habitat et lors de changements dans la vie socio-économique.

Les nouvelles unités administratives et de peuplement

En 1981, on compte 455 nouvelles localités de 3 000 habitants et moins par rapport à celles existant en 1911. Si un bon nombre d'entre elles ne correspondent pas à l'établissement de nouvelles unités de peuplement, on en compte quand même un nombre appréciable qui sont réellement le résultat de l'ouverture de territoires à l'occupation humaine. Mis à part les récentes villes de banlieues qui, pour la plupart, ont vite franchi le cap des 3 000 habitants, il y eut la formation de nombreuses paroisses de colonisation et la création d'isolats axés sur la mise en valeur des ressources minières et forestières.

La dernière grande période de colonisation du XX^e siècle ainsi que l'exploitation minière sont responsables de la formation de la totalité des paroisses de l'Abitibi. En 1911, cette division de recensement ne comptait aucune municipalité. La colonisation

DIVISIONS DE RECENSEMENT AYANT CONNU L'OUVERTURE DE PLUS DE 10 NOUVELLES LOCALITÉS DE 3 000 HABITANTS ET MOINS ENTRE 1911 ET 1981

Source: Statistique Canada, chiffres non publiés et calculés à partir de: -Recensement du Canada 1961, Population, chronologie 1901-1961, catalogue 92-539 - Cansim, rubans magnétiques «PLACE.NAME71 et «SPD81A10

Figure 5

a aussi entraîné un essaimage de municipalités sur les marges des vieilles paroisses rurales au Témiscamingue, au Saguenay — Lac Saint-Jean, en Gaspésie, dans le Bas-Saint-Laurent, sur la Côte-Nord et ailleurs dans les Laurentides et les Appalaches. Au moins 16 divisions de recensement doivent à la colonisation l'ajout d'un nombre appréciable de municipalités. Outre l'Abitibi, il s'agit de la Beauce, Bonaventure, Chicoutimi, Drummond, Labelle, Lac-Saint-Jean-Est, Lotbinière, Matane, Nicolet, Portneuf, Rimouski, Saguenay, Témiscamingue, Témiscouata et Terrebonne. Beaucoup de ces municipalités ont, avec le temps, abandonné leur fonction agricole mais ont néanmoins gardé leur caractère rural avec une forte proportion d'activités liées à la forêt.

Localités étant demeurées dans la catégorie des 3 000 habitants et moins

Un nombre de 719 localités qui faisaient partie de la catégorie des 3 000 et moins en 1911 s'y retrouvent encore en 1981. Certaines d'entre elles ont perdu une partie de leur territoire, d'autres ont agrandi leur superficie, mais toutes ont conservé la même appellation. L'évolution démographique de ces localités reflète assez bien leur histoire socio-économique. Il y a moyen de répartir les trajectoires d'évolution en quatre grandes catégories. Ce sont les cas de relative stabilité, ceux marqués d'une augmentation faible et régulière suivi d'un déclin constant, les cas de fluctuation rapide à la hausse et à la baisse, et les cas moins nombreux d'augmentation faible et soutenue.

Le relatif statu quo démographique s'est quand même accompagné de changements remarquables dans la vie socio-économique et la structure du peuplement. L'analyse de cartes topographiques au 1 : 50 000 de diverses périodes, l'examen des statistiques de construction et des visites sur place permettent d'observer une certaine densification et un rajeunissement de l'habitat. Même à certains endroits où la population est déclinante, il y eut ouverture de tronçons de rues et expansion du village. Les deux dernières décennies ont été particulièrement marquées par ces changements. Dans les municipalités à l'extérieur de la plaine du Saint-Laurent où le potentiel agricole est plus faible, on note par contre un rétrécissement du périmètre habité. Des rangs complets ou des bouts de rangs ont été fermés à l'occupation humaine, suite à un abandon de l'agriculture. À ces endroits une relocalisation des rangs vers les villages a favorisé leur développement. Là où il y eut peu d'abandon des superficies en culture et une dominance du caractère agricole des municipalités, les changements ont été en général moins marqués au niveau de l'habitat.

LA FONCTION AGRICOLE

L'espace rural ayant historiquement été défini surtout en fonction de l'activité agricole, il apparaît utile de considérer l'évolution des superficies en culture durant les dernières décennies. En 1951, on comptait 2 072 981 hectares de terre en culture à l'intérieur de 914 localités. Trente ans plus tard la superficie cultivée n'était plus que de 1 458 957 hectares répartis en 755 localités et représentant 83,08% de celle de la province. Pour leur part les 755 localités comptant des terres en culture correspondent à 57% de toutes les localités de 3 000 habitants et moins.

La diminution des superficies en culture dans les petites localités s'est faite à peu près au même rythme que dans l'ensemble du Québec : 29,6% en 30 ans comparativement à 25% pour la province. La superficie en culture est passée de 1,35 hectare par résident des petites localités en 1951 à 1,15 hectare en 1981. Quant à elle, la population vivant sur les fermes a diminué de 79%. De 780 720 personnes qu'elle était en 1951, elle n'est plus, 30 ans plus tard, que de 163 950. Ces chiffres représentent respectivement 51% et 13% de la population totale des petites localités.

C'est surtout dans les municipalités de 501 à 2 000 habitants que se concentre l'activité agricole. En 1951 ces municipalités regroupaient 75% des superficies en culture comparativement à 64% en 1981. Elles avaient en outre 49% de leur population sur des fermes, en regard de 14% en 1981. Pour leur part les municipalités de 2 001 à 3 000 habitants qui jouent habituellement le rôle de petit centre de services ont relativement peu de terre en culture. En 1981, elles en détiennent à peu près la même proportion que les localités de 500 habitants et moins. Leur fraction de population vivant sur les fermes n'est que de 8%. Il reste néanmoins qu'en 1981, 17% du territoire agricole se retrouve dans les municipalités de 3 000 habitants et plus. En fait, il existe des lambeaux de terre en culture dans pratiquement toutes les catégories de municipalités. Bien souvent par voie de fusion ou d'annexion, des terres cultivées sont devenues parties intégrantes de villes de toute taille démographique.

Tableau 5

Superficies totales en culture et % de la superficie provinciale en 1951 et 1981 par strate de taille des localités

Strate de taille	1951		1981	
	Superficie totale en hectares	% de la superficie provinciale	Superficie totale en hectares	% de la superficie provinciale
0 à 500 h	162 489	6,93	159 960	9,11
501 à 1 000 h	718 524	30,66	463 826	26,41
1 001 à 2 000 h	1 052 418	44,91	660 839	37,63
2 001 à 3 000 h	139 549	5,96	174 331	9,93
0 à 3 000 h	2 072 981	88,47	1 458 957	83,08
Province	2 343 271	100,00	1 756 035	100,00

LES STRUCTURES D'ÂGE

La structure d'âge d'une population reflète de nombreuses caractéristiques socio-économiques du milieu dans lequel elle vit. Aussi, compte tenu des différences existant entre les localités de 3 000 habitants et moins et toutes les autres de taille démographique supérieure, il n'est pas étonnant de constater en 1981 des différences au niveau des structures d'âges. Ces dernières se manifestent pour toutes les classes d'âge, mais avec beaucoup plus d'intensité pour les groupes des 0 à 14 ans et 25 à 44 ans. Pour le premier le pourcentage est de 3,02 plus élevé dans les municipalités de

3 000 et moins, tandis que pour le deuxième il est de 2,13 plus bas. Ces différences s'expliquent peut-être d'une part, par un taux de natalité plus élevé et d'autre part, par un niveau d'activité plus bas en milieu rural. Il y a aussi un écart considérable de 3% dans le taux de dépendance des deux groupes de localités, les plus petites ayant à la fois une proportion plus forte d'enfants et de personnes âgées que les localités plus populeuses.

Tableau 6
Structure d'âge de 1981 en % selon la taille des localités

Groupe d'âge	0 à 500 h	501 à 1 000 h	1 001 à 2 000 h	2 001 à 3 000 h	0 à 3 000 h	Province
0 à 14 ans	24,94	25,15	24,59	24,30	24,69	21,67
15 à 24 ans	20,21	20,16	19,52	19,50	19,73	19,62
25 à 44 ans	25,59	26,90	28,66	30,47	28,39	30,52
45 à 64 ans	19,61	18,33	17,98	17,22	18,02	19,32
65 ans et plus	9,86	9,46	9,20	8,45	9,14	8,84

Les différences se font aussi sentir entre classes de localités pour les groupes dont l'âge est supérieur à 25 ans. Plus les localités sont petites, plus la proportion des 25 à 44 ans diminue et plus forte devient celle des 45 ans et plus. Les plus faibles disponibilités d'emploi dans les petites unités de peuplement pourraient fort bien expliquer le déficit chez les 25 à 44 ans.

Les taux de masculinité accusent également des écarts marqués selon les catégories de localités. Il y a une croissance constante des taux en fonction de la diminution de la taille démographique. En d'autres termes, plus une localité est petite, plus la proportion d'hommes est grande. C'est ainsi que le taux est de 52,41% pour les localités de 500 habitants et moins, et de 48,43% pour celles de 100 001 et plus. Ce sont les groupes d'âge de 15 à 44 ans qui sont responsables de cette situation. Le départ des femmes de la localité à la suite de mariages, la faiblesse de l'armature de services dans les petites localités et en corollaire à cela, les faibles disponibilités d'emplois féminins comptent sans doute parmi les facteurs explicatifs.

Les structures d'âge de 1981 marquent un vieillissement général par rapport à celles de 1971. Pour l'ensemble des localités de 3 000 habitants et moins, le groupe des 0 à 14 ans a diminué de 9,07% alors que celui des 25 à 44 ans s'est accru de 6,41%. Chez les 15 à 24 ans le changement, à peine perceptible, n'est que de -0,27%. Quant à elle, la proportion des 45 ans et plus s'est accrue d'environ 1,5%. La forte diminution dans la classe des plus jeunes a néanmoins entraîné une baisse du taux de dépendance de 7,0%.

L'évolution de 1971 à 1981 s'est faite en respectant les mêmes nuances selon la taille des localités. Tout comme pour 1981, le groupe des 25 à 44 ans s'accroît proportionnellement à l'augmentation de la taille de l'unité de peuplement tandis que l'inverse se produit chez les 15 ans et plus. Plus la population est petite, plus la proportion de personnes âgées est forte.

Tableau 7

Taux de masculinité en fonction de la taille des localités en 1981

Taille des localités	Taux de masculinité (%)
0 à 500 h	52,41
501 à 1 000 h	51,74
1 001 à 2 000 h	51,22
2 001 à 3 000 h	50,87
3 001 à 5 000 h	50,44
5 001 à 10 000 h	50,09
10 001 à 25 000 h	49,55
25 001 à 50 000 h	49,77
50 001 à 100 000 h	49,23
100 001 et plus	48,43

Tableau 8

Structure d'âge en % en 1971 et 1981 pour les localités de 3 000 h et moins et pour le Québec

Groupe d'âge	1971		1981		Taux d'évolution 1971-1981	
	Localités 3 000 et moins	Québec	Localités 3 000 et moins	Québec	Localités 3 000 et moins	Québec
0 à 14 ans	33,76%	29,62%	24,69%	21,67%	-9,07%	-7,95%
15 à 24 ans	20,00	19,42	19,73	19,62	-0,27	+0,20
25 à 44 ans	21,98	26,16	28,39	30,52	+6,41	+4,36
45 à 64 ans	16,80	17,90	18,20	19,32	+1,22	+1,42
65 ans et plus	7,45	6,85	9,14	8,84	+1,69	+1,99

Il existe réellement un effet de taille sur l'agencement des structures d'âge des localités. Dans de nombreux cas cet effet se conjugue avec la localisation géographique. Aussi il y aurait intérêt à considérer le problème en classifiant les petites localités en regard de leur localisation par rapport à des villes, des routes principales et leur niveau d'accessibilité. Ce sont en fait autant d'éléments qui agissent sur la taille et par voie d'incidence sur la structure de services, la disponibilité d'emploi et la qualité de vie. Les quelque 100 000 personnes vivant en 1981 dans des localités de 500 habitants et moins n'ont vraisemblablement pas toutes la même qualité de milieu socio-économique, mais elles semblent similairement affectées pour certains aspects de leur structure démographique. En cela elles se distinguent nettement des autres résidents de la province. Toutefois il faut noter que durant la dernière décennie, la structure d'âge des localités de 3 000 habitants et moins a eu tendance à ressembler davantage à celle de la province. Le rapprochement s'est surtout fait sentir au niveau des 25 à 44 ans où l'écart séparant les deux structures d'âge est passé de 4,18% à 2,13%. Cette situation résulte peut-être du fait que la pénurie d'emplois au Québec en 1981 a moins incité de nombreux éléments de la main-d'œuvre active à émigrer à l'extérieur de leur petite localité afin de trouver du travail.

LES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

L'atténuation du rôle de l'agriculture dans la vie socio-économique du monde rural a comme contrepartie le développement d'autres activités. Ainsi une forte transition occupationnelle s'est opérée depuis les trente dernières années au bénéfice des secteurs secondaire et tertiaire de l'économie. Sous bien des rapports la structure occupationnelle des petites localités a tendance à ressembler de plus en plus à celle du Québec. Cependant pour certaines activités il existe des différences notables selon la taille des localités.

En 1981, l'agriculture et la forêt occupent des fractions relativement faibles de la main-d'œuvre qui vont d'ailleurs en s'amenuisant à mesure qu'augmente la taille démographique des localités. C'est ainsi qu'il y a respectivement 14,5% et 5,5% de la main-d'œuvre en agriculture et dans le secteur forestier dans les localités de 500 habitants et moins, comparativement à 6,1% et 1,7% pour celles de 2 001 à 3 000 habitants et 2,5% et 0,8% pour l'ensemble de la province.

La proportion de la main-d'œuvre occupée dans le secteur de la fabrication et de la construction est maintenant plus élevée dans les localités de 3 000 habitants et moins que dans celles de taille supérieure. Les nuances dans les taux selon la taille des localités sont très faibles et pratiquement sans signification. Les petites localités rurales n'ont évidemment pas le même niveau industriel que les villes et ne connaissent pas non plus le même dynamisme dans le domaine de la construction. Toutefois, elles disposent d'une large fraction de main-d'œuvre, mobile sur le plan géographique, qui travaille à l'extérieur du lieu de résidence. Ces chiffres sur le secondaire tendent ainsi à confirmer le rôle de « dortoir » que l'on associe de plus en plus à bon nombre de localités.

Tableau 9
Population active en % selon la taille des localités pour certaines
activités économiques

<i>Activité</i>	<i>0 à 500 h</i>	<i>501 à 1 000 h</i>	<i>1 001 à 2 000 h</i>	<i>2 001 à 3 000 h</i>	<i>Province</i>
Agriculture	14,5	13,2	11,9	6,1	2,5
Travail forestier	5,5	4,6	2,5	1,7	0,8
Pêche et chasse	0,4	0,2	0,1	0,1	0,08
Fabrication	18,5	21,4	23,5	23,6	21,5
Construction	6,1	7,3	6,7	6,7	5,0
Transport et communication	7,5	6,4	6,0	6,3	7,8
Commerce	10,0	11,2	12,6	14,5	15,8
Finance, assurances et immobilier	1,8	2,5	2,7	2,9	4,8
Services personnels	21,7	21,5	23,4	26,0	29,3

Les statistiques sur le secondaire de même que celles sur le tertiaire doivent être interprétées de façon différente de celles applicables aux municipalités de taille supérieure. Même si les emplois se regroupent de façon presque analogue dans les mêmes grandes catégories, ils diffèrent considérablement dans leur nature réelle, dans le degré de qualification qu'ils exigent et dans les taux de rémunération qu'ils commandent. Les différences sont en effet substantielles entre les emplois de la petite scierie qui ne fonctionne que quelques mois par année et ceux des entreprises électroniques ou chimiques requérant une technologie avancée et opérant sur une base annuelle.

Dans le sillage du monde urbain, les petites localités ont connu une forte tertiarisation de leurs activités. Toutefois, l'écart demeure encore grand par rapport aux grandes villes et des nuances importantes existent selon la taille des localités. Tout comme pour les activités agricoles et forestières, l'effet de taille se fait ici nettement sentir, mais avec des démarcations quelque peu différentes. Les localités de 2 000 habitants et moins ont approximativement la même fraction de main-d'œuvre dans le tertiaire, soit entre 51,5% et 53,7%, selon leur taille. Par contre les municipalités de 2 001 à 3 000 habitants affectent 60,5% de leur main-d'œuvre au tertiaire comparativement à 69,12% pour l'ensemble de la province.

Compte tenu de la mobilité géographique de la main-d'œuvre, il n'y a pas d'association étroite à faire entre le taux d'activité dans les services et le niveau de développement de la fonction tertiaire dans chaque localité. Nombre de résidents de petites localités travaillent dans les villes avoisinantes. Les disparités dans les niveaux de services en fonction de la taille démographique sont vraisemblablement plus fortes que celles des taux d'activité dans ce secteur d'emploi. En termes d'infrastructure de service, on sait qu'il existe des différences marquées entre les localités de 500 habitants et moins et celles de 1 001 à 2 000 personnes; toutefois, ces différences n'apparaissent pas dans les taux d'activité de la main-d'œuvre.

Afin de mieux cerner la contribution des activités économiques à la définition du monde rural, on a identifié toutes les localités ayant 15% et plus de leur main-d'œuvre affectée à une activité particulière. Il ressort de cette analyse que relativement peu de localités sont spécialisées dans les activités traditionnellement associées au monde rural soit l'agriculture et le travail forestier. Il n'y a que 31,1% des localités qui ont une relative spécialisation en agriculture et 8,8% dans le primaire forestier. Le secteur de l'industrie manufacturière pour sa part accapare 15% et plus de la main-d'œuvre dans 59,6% des localités. L'effet de taille se fait assez bien sentir au niveau de la spécialisation. Les localités à dominante agricole se retrouvent surtout dans les catégories de 2 000 habitants et moins, celles à caractère forestier dans le groupe de 1 000 et moins tandis que l'activité manufacturière est davantage présente dans les localités de 501 habitants et plus. Cette dernière activité se trouve d'ailleurs associée à celles de l'agriculture et du travail forestier dans un bon nombre de localités.

CONCLUSION

Le fort mouvement d'urbanisation qui a caractérisé le Québec durant le XX^e siècle a affecté le monde rural sous de nombreux aspects. Vu de façon globale, et contrairement à ce qu'on a souvent laissé entendre, le monde rural n'a pas été vidé de ses habitants au bénéfice des villes, mais il a été restructuré. Le nombre et la population des petites localités ont constamment fluctué au cours des 70 dernières

Tableau 10

Localités ayant 15% et plus de leur main-d'œuvre active en agriculture, foresterie, industrie manufacturière et commerce selon leur taille démographique

	0 et 500 h		501 et 1 000 h		1 001 et 2 000 h		2 001 et 3 000 h		0 et 3 000 h
	Total	% de la classe	Total	% de la classe	Total	% de la classe	Total	% de la classe	Total
Agriculture	121	32,4	148	33,7	129	33,24	14	11,3	412
Foresterie	41	10,9	54	12,3	19	4,89	3	2,4	117
Industrie manufacturière	159	42,6	266	60,7	278	71,6	86	69,9	789
Commerce	62	16,6	103	23,5	110	28,3	56	45,5	331

années, mais ils continuent à représenter en 1981 une part fort respectable du tissu du peuplement. Avec 1 260 493 personnes représentant 19,5% de la population du Québec, les localités de 3 000 habitants et moins comptent plus d'individus en 1981 qu'en 1911. Pour leur part les localités de 500 habitants et moins ont pratiquement doublé leurs effectifs durant cette période.

La forte diminution des superficies en culture comme celle de la population vivant sur les fermes sont symptomatiques des changements de fonctions qui se sont opérés. En 1981, il n'y a que 57,1% des petites localités qui possèdent encore des superficies en culture et seulement 31,1% qui ont 15% et plus de leur main-d'œuvre engagée dans l'agriculture. Le pourcentage de travailleurs associés aux activités de transformation est devenu pratiquement le même que pour l'ensemble du Québec. Le secteur des services s'est développé, mais accuse encore un retard important par rapport à celui des villes plus peuplées. La structure occupationnelle de 1981, qui présente des différences majeures selon les endroits, s'explique en tenant compte de la mobilité géographique des travailleurs. Une dissociation existe entre lieu de résidence et lieu de travail, et beaucoup de localités jouent en effet le rôle de « dortoirs » pour un nombre important de résidents de ces dernières.

Des liens étroits semblent exister entre la taille démographique des localités, la composition de la structure occupationnelle et les structures d'âge. Les fonctions agricoles et forestières se retrouvent surtout dans les petites localités, et les activités de services davantage dans les plus grandes. Les structures d'âge se ressentent apparemment de cette situation puisque les taux de féminité augmentent en fonction de l'accroissement de la taille démographique. Les petites localités ont vraisemblablement peu d'emplois à offrir à la main-d'œuvre féminine. De plus la pénurie de services est susceptible d'exercer un effet répulsif plus fort chez les femmes que chez les hommes. La question de l'emploi explique sans doute aussi le fait que le groupe des 25 à 44 ans va en diminuant parallèlement au rétrécissement de la taille des localités. Par contre les 45 ans et plus sont proportionnellement plus nombreux dans les petites localités que dans les plus grandes. Ces particularités des structures d'âge

ont forcément des conséquences sur les niveaux de revenus, des dépenses et la qualité des services.

Le territoire qualifié de rural se présente comme un espace au contenu très hétérogène qui ne peut plus être identifié uniquement par la fonction agricole et la taille démographique des localités. Les catégories de localités retenues pour la présente analyse se sont avérées fort utiles pour appréhender certaines réalités, mais ne permettent pas de circonscrire avec précision les limites du monde rural. D'ailleurs le mot rural doit maintenant être redéfini. Les multiples changements d'ordre structurel qui ont affecté l'ensemble du Québec ont amené un remodelage en profondeur des structures rurales et des genres de vie qui y sont associés. Les rangs et villages se distinguent surtout des villes par leur structure de peuplement et leur armature de services. La taille démographique n'est significative que par rapport à la localisation géographique et aux éléments de voisinage. En fait tout essai de définition du monde rural devrait particulièrement tenir compte, en plus des activités proprement dites, de la densité d'occupation du sol, de la localisation géographique et de l'infrastructure des services.

NOTES

¹ Parmi les études récentes sur le sujet, il y a lieu de mentionner celles d'Hubert Manseau sur la croissance des petites agglomérations du Québec, celle de Pierre Larochelle, Dean Louder et Jean Raveneau sur l'évolution de la population des municipalités du Québec et celle de René Parenteau sur le milieu périurbain.

² Est défini comme rural tout ce qui n'est pas urbain. Est considéré comme urbain une : « Région dont la concentration démographique est de 1 000 habitants ou plus et dont la densité de population est de 400 habitants ou plus au kilomètre carré ».

³ Dans leur étude sur l'évolution de la population des municipalités, Larochelle, Louder et Raveneau ont utilisé des subdivisions apparentées soit : 0 à 499, 500 à 999, 1 000 à 1 999 et 3 000 à 3 999.

BIBLIOGRAPHIE

- BURDEAU, Michel, PAUL-DUBOIS-TAINE, Olivier et PORTEFAIT, Jean-Pierre (1979) *Demain, l'espace, l'habitat individuel péri-urbain*, Paris, La Documentation Française, 143 p.
- DUGAS, Clermont (1981) *Un pays de distance et de dispersion*. Québec, Les Presses de l'université du Québec, 221 p.
- LAROCHELLE, Pierre, LOUDER, Dean et RAVENEAU, Jean (1975) *Description graphique des caractéristiques de l'évolution de la population des municipalités du Québec*, Cahiers de Géographie du Québec, 19(46) : 147-166.
- MANSEAU, Hubert (1975) *La croissance récente des petites agglomérations du Québec*, Cahiers de Géographie du Québec, 19(46) : 39-59.
- PARENTEAU, René (1980) *Le Milieu péri-urbain : l'exemple montréalais*, Cahiers de Géographie du Québec, 24(62) : 249-276.
- CANADA, Statistique Canada, *Recensement du Canada de 1981, Population, Répartition géographique, Québec*, Catalogue 93-905, Ottawa, Approvisionnement et Services, 1982.
- CANADA, Statistique Canada, Cansim, rubans magnétiques.
- EAE81B50 Caractéristiques économiques sur secteurs de dénombrement. Population active de 15 ans et plus selon la division d'activité économique (14) d'après la classification de 1970.
- SDP81A10 Population par sexe et par âge 1976. Population par sexe et par âge 1981.
- AGRICULT.c81 Agriculture pour 1981.
- AIDEM001 Population 1971 par groupe d'âge et sexe.
- A2ECN002 Fichier économique pour 1971, revenu moyen selon la famille de recensement.
- PLACE.NAME71 Les noms de place avec les codes géographiques et la population de 1971.

CARTOGRAPHIE

Réalisation et photographie : Serge DUCHESNEAU